

Table des matières

Thème 1

L'approche historique du droit des entreprises en difficulté

Chapitre 1. Du « droit des faillites » au « droit des entreprises en difficulté »	11
--	-----------

Section 1. Du « droit des faillites » au « droit des procédures collectives »	11
--	-----------

§ 1. Le droit des faillites	11
A. Avant le Code de commerce de 1807	12
1. Le droit romain	12
2. Le Moyen Âge	12
3. L'ordonnance de 1673 sur le commerce.....	12
B. La rigueur du Code de commerce de 1807.....	12
C. La période ayant suivi l'adoption du Code de commerce.....	13
§ 2. Le droit des procédures collectives	14

Section 2. Du « droit des procédures collectives » au « droit des entreprises en difficulté »	14
--	-----------

§ 1. L'émergence du droit des entreprises en difficulté	14
A. Les textes originels	14
B. Les correctifs apportés par la loi du 10 juin 1994	15
C. La codification de la discipline	16
§ 2. La consécration du droit des entreprises en difficulté : la loi de sauvegarde et les réformes ultérieures.....	16
A. La loi n° 2005-845 de sauvegarde des entreprises en difficulté du 26 juillet 2005.....	16
1. L'architecture des procédures.....	16
2. L'éligibilité aux procédures.....	16
3. L'élaboration des plans.....	17
4. L'adoucissement des sanctions.....	17
B. L'ordonnance n° 2008-1345 du 18 décembre 2008 portant réforme du droit des entreprises en difficulté	17
C. La loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière	17
D. La loi n° 2012-346 du 12 mars 2012 relative aux mesures conservatoires en matière de procédures de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et aux biens qui en font l'objet.....	18

E. L'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 portant réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives.....	18
F. La Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi Macron »	19
G. La Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016, dite de modernisation de la Justice du xxi ^e siècle.....	19
H. La Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite Loi Sapin II	19
I. La Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite « Loi Pacte ».....	19
J. Loi n° 2022-172 du 14 février 2022 et l'entrepreneuriat individuel.....	20
K. Loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte	21
L. Loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 et mise en place des tribunaux des affaires économiques.....	21
§ 3. La préoccupation européenne	22
A. Le règlement des conflits.....	22
B. L'harmonisation des procédures	23

Chapitre 2. La consécration du droit des entreprises en difficulté en « droit de la crise » 24

§ 1. La législation de crise	24
A. La loi d'habilitation d'urgence	24
B. Les ordonnances de réforme	24
C. La prolongation de certaines mesures d'urgence jusqu'au 31 décembre 2021	25
§ 2. La législation de sortie de crise.....	25
A. La loi de sortie de crise et la procédure de traitement de sortie de crise	25
B. Le plan de sortie de crise.....	26
C. La pérennisation des mesures d'urgence.....	27
D. La réactivation de la procédure de traitement de sortie de crise	28

Thème 2

L'approche pratique du droit des entreprises en difficulté

Chapitre 1. Présentation analytique de « La boîte à outils » du Livre VI du Code de commerce.....31

Section 1. Une architecture repensée : la ventilation des procédures amiables et judiciaires	32
§ 1. Le critère unique de la cessation des paiements avant 2005.....	32
§ 2. La déconnexion du critère de la cessation des paiements	32

Section 2. Une architecture renforcée :	
la permanence des procédures	34
§ 1. La consécration d'une pratique ancienne :	
la mesure de mandat <i>ad hoc</i>	34
§ 2. La reconduction du socle :	
le redressement et la liquidation judiciaires.....	34
Section 3. Une architecture diversifiée :	
la spécialisation des procédures.....	35
§ 1. Des procédures accélérées	35
A. Les procédures de sauvegarde accélérée	36
B. La procédure de redressement accéléré.....	37
§ 2. Des procédures de rebond	37
A. Les variantes de la liquidation judiciaire.....	37
1. Les liquidations judiciaires simplifiées.....	37
2. La disparition de la liquidation judiciaire simplifiée facultative.....	38
3. La promotion de la liquidation judiciaire simplifiée	38
B. Le rétablissement professionnel	39
Chapitre 2. Présentation synthétique de la « La boîte à outils »	
du Livre VI du Code de commerce.....	40

Thème 3

La prévention par la détection des difficultés

Chapitre 1. Les outils d'identification des difficultés.....	43
Section 1. L'accès à l'information économique et comptable	43
§ 1. L'information issue de l'obligation de déposer	
des comptes annuels.....	43
A. Le périmètre de l'obligation de déposer les comptes annuels	43
B. Les tempéraments à l'obligation	
de déposer les comptes annuels.....	44
1. Une information allégée.....	45
2. Une divulgation limitée: la déclaration de confidentialité	
des comptes sociaux	45
C. La sanction du défaut de dépôt des comptes annuels	46
1. Une injonction de dépôt.....	46
2. Une sanction pénale.....	47
§ 2. L'information partagée par les acteurs publics :	
l'outil prédictif « Signaux faibles ».....	47
§ 3. L'information fournie par différents registres	48
A. Les enjeux de l'information et les obligations de publication	48
B. Les registres permettant d'identifier les actifs de l'entreprise	49

Section 2. L'intervention et la coopération de différents acteurs associatifs ou étatiques	50
§ 1. Le recours à différents acteurs associatifs	50
A. L'adhésion à un groupement de prévention agréé	50
B. Le Centre d'Information sur la Prévention des difficultés des entreprises (CIP)	51
§ 2. Le recours à des organismes étatiques	51
Chapitre 2. L'alerte	53
Section 1. L'alerte interne	53
§ 1. L'alerte du CSE	53
§ 2. L'alerte des associés	55
Section 2. L'alerte externe	56
§ 1. L'alerte du Président du tribunal	56
§ 2. L'alerte du commissaire aux comptes	58
A. Le préalable: la nomination d'un commissaire aux comptes	58
B. Les modalités de l'alerte	59
1. Une efficacité renforcée par une information précoce du tribunal	59
2. Des modalités dépendant de la nature du groupement concernée	61

Thème 4

La prévention par le traitement amiable des difficultés

Chapitre 1. Les traits communs aux procédures amiables de mandat <i>ad hoc</i> et de conciliation	65
Section 1. Les traits communs du déroulement du mandat <i>ad hoc</i> et de la conciliation	65
§ 1. Une initiative du débiteur	65
§ 2. Une protection du débiteur	65
A. La maîtrise de la gestion de l'entreprise	65
B. La confidentialité des procédures	65
Section 2. Les traits communs aux missions du mandataire <i>ad hoc</i> et du conciliateur	67
Section 3. Les traits communs aux statuts du mandataire et du conciliateur	67
§ 1. Le choix du professionnel et les incompatibilités	67
§ 2. La rémunération du professionnel	68

Chapitre 2. La mise en œuvre des procédures de prévention traitement	69
Section 1. Le mandat <i>ad hoc</i>.....	69
§ 1. Les conditions de nomination d'un mandataire <i>ad hoc</i>	69
§ 2. Le déroulement du mandat <i>ad hoc</i>	69
A. Le contenu de la mission	69
B. La durée de la mission	69
C. Le rôle du mandataire <i>ad hoc</i>	70
Section 2. La procédure de conciliation.....	71
Sous-section 1. L'ouverture de la conciliation	71
§ 1. Les entreprises éligibles	71
§ 2. L'ouverture et le déroulement de la procédure	71
A. L'ouverture de la conciliation	71
B. La préparation de l'accord de conciliation.....	73
1. L'absence de suspension générale des poursuites et le caractère volontaire de la participation des créanciers	73
2. Les délais de règlement imposés individuellement aux créanciers au cours de la procédure.....	73
Sous-section 2. Les effets de l'accord de conciliation	74
§ 1. Un accord constaté ou homologué	74
§ 2. Les effets communs à l'accord constaté ou homologué	76
A. La suspension des poursuites à l'égard des créances faisant l'objet de l'accord.....	76
B. La situation des tiers à l'accord	77
§ 3. Les effets spécifiques à l'accord constaté ou homologué	77
A. Les effets spécifiques à l'accord constaté.....	77
B. Les effets spécifiques à l'accord homologué	78
1. L'abandon de la confidentialité.....	78
2. Les atouts de l'homologation de l'accord.....	78
Sous-section 3. L'échec de la conciliation	80
§ 1. L'impossibilité de trouver un accord	81
§ 2. L'échec lié à l'inexécution de l'accord ou à l'ouverture d'une procédure collective	81
Section 3. La procédure de sauvegarde accélérée	82
§ 1. Un accès facilité à la procédure de sauvegarde accélérée	83
§ 2. Une efficacité renforcée	83
A. La durée abrégée de la procédure.....	83
B. Une organisation plus largement ouverte aux classes de parties affectées.....	84

Chapitre 3. Le règlement amiable agricole.....	87
Section 1. Les conditions d'ouverture du règlement amiable agricole	87
Section 2. La conclusion et les effets de l'accord.....	87
Chapitre 4. Le traitement administratif des difficultés.....	90
Section 1. Les difficultés d'accès au crédit	90
Section 2. Les difficultés financières ou opérationnelles.....	90
Section 3. Les difficultés provenant des dettes fiscales ou sociales	91

Thème 5

Le périmètre des procédures

Chapitre 1. L'éligibilité quant aux personnes (conditions subjectives)	95
Section 1. Les solutions de principe	95
§ 1. Les élus	96
A. « Les personnes exerçant une activité commerciale »	97
B. « Les personnes exerçant une activité artisanale ».....	98
C. « Les personnes exerçant une activité agricole ».....	98
D. Les professionnels exerçant une activité indépendante	100
E. « Les personnes morales de droit privé ».....	102
§ 2. Les exclus	103
Section 2. Les cas particuliers	105
§ 1. Les personnes en activité	105
A. Les variantes de la sauvegarde	105
1. Les procédures de sauvegarde accélérée et de sauvegarde financière accélérée (jusqu'au 1 ^{er} octobre 2021).....	105
2. La procédure de sauvegarde accélérée (à compter du 1 ^{er} octobre 2021).....	105
B. Le redressement judiciaire accéléré (jusqu'au 21 novembre 2025).....	106
C. La liquidation judiciaire simplifiée.....	107
D. Le rétablissement professionnel	109
§ 2. Les personnes ayant cessé leur activité ou décédées	111
A. La personne ayant mis fin à son activité.....	111
B. La personne décédée.....	112
Section 3. L'absence de procédure en cours à l'égard du débiteur	113
§ 1. Le principe de non-superposition des procédures.....	113

§ 2. Les exceptions au principe de non-superposition des procédures.....	113
A. Une exception commune résultant du patrimoine affecté de l'EIRL ou du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel.....	113
B. Une exception spécifique au rétablissement professionnel.....	114
C. Un tempérament : la procédure de sauvegarde accélérée.....	115
Chapitre 2. L'éligibilité quant aux difficultés (conditions objectives).....	117
Section 1. L'état de cessation des paiements	118
§ 1. La notion de cessation des paiements.....	119
A. L'actif disponible.....	121
B. Le passif exigible.....	121
1. Définition	121
2. Contenu.....	121
3. La distinction nouvelle entre les dettes issues du patrimoine personnel de l'entrepreneur personne physique et les dettes issues du patrimoine professionnel	122
C. L'inadéquation de l'actif exigible au passif disponible	125
§ 2. La date d'appréciation de la cessation des paiements	126
A. La constatation de principe	126
B. La constatation de « rattrapage ».....	127
Section 2. L'état de cessation des paiements, clé de répartition des procédures.....	128
§ 1. Difficultés et mesure de mandat <i>ad hoc</i>	128
§ 2. Difficultés et procédure de conciliation	129
§ 3. Difficultés et règlement amiable agricole.....	129
§ 4. Difficultés et procédure de sauvegarde de droit commun.....	130
A. L'absence de cessation des paiements	130
B. Des difficultés insurmontables	131
§ 5. Difficultés et variantes de la procédure de sauvegarde : les procédures de sauvegarde accélérée.....	131
§ 6. Difficultés et redressement judiciaire ordinaire	133
A. Le redressement judiciaire immédiat	133
B. Le redressement judiciaire sur conversion	133
§ 7. Difficultés et redressement judiciaire accéléré	133
§ 8. Difficultés et procédure de liquidation judiciaire	134
A. La liquidation immédiate.....	134
B. La liquidation sur conversion	134
§ 9. Difficultés et liquidation judiciaire simplifiée	134
§ 10. Difficultés et rétablissement professionnel.....	135

Thème 6

L'extension du périmètre des procédures

Chapitre 1. L'action en extension	139
Section 1. Les conditions de l'extension	139
§ 1. Les conditions de fond	139
A. La confusion des patrimoines	140
1. Le contenu du critère.....	140
2. Un critère suffisant.....	141
B. La fictivité.....	141
§ 2. Les conditions procédurales.....	142
Section 2. Les effets de l'extension	143
§ 1. Le principe d'unicité.....	143
§ 2. Les limites à l'unicité.....	143
Chapitre 2. L'action en réunion des patrimoines	144
Section 1. Les conditions de l'action	144
Section 2. Le régime de l'action.....	145

Thème 7

La compétence du tribunal

Chapitre 1. Les règles de compétence	149
Section 1. Les règles de compétence nationale.....	149
§ 1. La compétence matérielle.....	149
A. La compétence de principe :	
tribunal de commerce/tribunal judiciaire	149
B. La compétence d'exception :	
le tribunal de commerce spécialisé.....	149
C. Le dispositif expérimental :	
le tribunal des activités économiques	150
§ 2. La compétence territoriale.....	151
Section 2. Les règles de compétence	
en cas de procédures transfrontalières.....	152
Chapitre 2. La saisine du tribunal.....	154
Section 1. Le monopole du débiteur	154
§ 1. Les procédures amiables	154
§ 2. Les procédures judiciaires	155
A. Sauvegarde	155
B. Sauvegarde accélérée	155

C. Redressement judiciaire accéléré	155
D. Rétablissement professionnel.....	155
Section 2. La diversité dans l'initiative des procédures.....	156
§ 1. La procédure amiable : le règlement amiable agricole	156
§ 2. Les procédures judiciaires : le redressement et la liquidation judiciaire	156

Thème 8

Les professionnels des procédures

Chapitre 1. Les professionnels des procédures amiables	159
Section 1. Le mandataire <i>ad hoc</i>	159
Section 2. Le conciliateur	161
§ 1. Le conciliateur en conciliation.....	161
§ 2. Les particularités du conciliateur en règlement amiable agricole	161
Chapitre 2. Les professionnels des procédures judiciaires	162
Section 1. Les désignations obligatoires	163
§ 1. Les désignations classiques.....	163
A. Le juge-commissaire	163
B. Le représentant des salariés	165
C. Le mandataire judiciaire	166
D. Le liquidateur	167
§ 2. Les désignations propres à certaines procédures.....	169
A. Le juge commis dans le rétablissement professionnel	169
B. Le mandataire de justice dans la procédure de traitement de sortie de crise	169
Section 2. Les désignations facultatives.....	170
§ 1. L'administrateur judiciaire.....	170
§ 2. Les experts en diagnostic d'entreprise.....	171
§ 3. Les contrôleurs	171

Thème 9

L'entreprise en période d'observation

Chapitre 1. Le déroulement de la période d'observation	175
Section 1. La durée de la période d'observation	175
§ 1. L'entrée en période d'observation	175
A. La fixation de la durée par le tribunal avant l'entrée en vigueur de la réforme du 15 septembre 2021.....	175

B. La fixation de la durée par le tribunal depuis l'entrée en vigueur de la réforme du 15 septembre 2021.....	176
§ 2. La fin de la période d'observation.....	177
Section 2. La recherche de solutions de sauvetage	179
§ 1. L'inventaire et les mesures conservatoires.....	179
§ 2. Le bilan économique et social.....	180
§ 3. Le projet de plan.....	180
Chapitre 2. La gestion de l'entreprise pendant la période d'observation.....	182
Section 1. L'exercice des pouvoirs de gestion.....	182
§ 1. Le principe de la gestion par le débiteur	182
§ 2. La limite : les pouvoirs de l'administrateur judiciaire	183
A. Les prérogatives légales et invariables de l'administrateur	183
B. Les prérogatives variables déterminées par le tribunal.....	184
Section 2. Les pouvoirs du juge-commissaire en période d'observation.....	186
§ 1. Le pouvoir d'autoriser certains actes engageant le patrimoine de l'entreprise	186
A. L'identification des actes soumis à l'habilitation du juge-commissaire	186
1. Des actes variés engageant le patrimoine de l'entreprise	186
2. Le paiement de certaines créances	187
B. Les modalités de l'autorisation du juge-commissaire.....	187
C. Les sanctions de l'absence de respect du dispositif d'autorisation	187
§ 2. Les autorisations concernant les créanciers titulaires de sûretés réelles.....	189
§ 3. Les décisions relatives à l'admission des créances.....	189
A. Le préalable à la décision du juge-commissaire : la vérification des créances.....	189
B. La décision du juge-commissaire	190
§ 4. L'autorisation des licenciements.....	190

Thème 10

Les contrats de l'entreprise en difficulté

Chapitre 1. La paralysie des droits des cocontractants	195
Section 1. L'impossibilité de se prévaloir d'un défaut de paiement antérieur au jugement d'ouverture	195
Section 2. La neutralisation des clauses qui font obstacle au maintien du contrat.....	195

Chapitre 2. Le maintien des contrats en cours	197
§ 1. L'identification des contrats en cours	197
§ 2. Le régime des contrats en cours	199
A. La faculté d'option en faveur de la continuation ou la renonciation à la poursuite du contrat	199
B. Les manifestations de l'option et ses conséquences	199
1. L'exercice de l'option pour la poursuite du contrat	199
2. La résiliation du contrat	200
§ 3. Le cas particulier du bail commercial	202

Thème 11

Les créanciers de l'entreprise en difficulté

Chapitre 1. Le sort des créances postérieures privilégiées	207
§ 1. Le privilège de procédure	207
A. Le domaine du privilège de procédure	207
1. Une créance postérieure	207
2. Une créance régulière	208
3. Une créance « utile »	208
B. Le contenu du privilège de procédure	210
1. Le droit au paiement à l'échéance	210
2. Le droit au paiement prioritaire selon un certain ordre	210
Chapitre 2. Le sort des créances non privilégiées	215
§ 1. Les restrictions aux droits des créanciers à l'ouverture de la procédure	215
A. Les interdictions faites au débiteur	215
1. L'interdiction des paiements des créances antérieures et postérieures non privilégiées	215
2. L'interdiction faite à l'entrepreneur personne physique de modifier son patrimoine professionnel	216
B. L'arrêt des poursuites individuelles et des voies d'exécution	218
C. L'arrêt du cours des intérêts	219
D. L'arrêt du cours des inscriptions	220
E. Les poursuites contre les garants	221
F. La déchéance du terme en liquidation judiciaire	221
§ 2. L'exigence de déclaration des créances	223
A. Le domaine de la déclaration de créances	223
B. Les modalités de la déclaration	224
1. Le délai de déclaration	224
2. La personne du déclarant	225
3. Le contenu de la déclaration	226
B. La sanction du défaut de déclaration	227
1. La forclusion	227
2. Le relevé de forclusion	227

L'actif du débiteur : dispositifs de reconstitution et risque de revendication

Chapitre 1. La reconstitution de l'actif : les nullités de la période suspecte et l'action en responsabilité pour soutien abusif 231

Section 1. Les nullités de la période suspecte 231

Sous-section 1. Les causes de nullité.....233

§ 1. Les cas de nullités de droit.....233

§ 2. Les cas de nullités facultatives 235

A. Un périmètre plus large pour les actes à titre gratuit.....235

B. Les actes à titre onéreux conclus en connaissance de la cessation des paiements.....235

1. La connaissance de la cessation des paiements.....235

2. Les actes visés.....235

Sous-section 2. Le régime de l'action en nullité 237

§ 1. Les titulaires de l'action en nullité et le délai de l'action 237

§ 2. Les effets de l'action en nullité 237

Section 2. L'action en responsabilité pour soutien abusif..... 239

§ 1. Le principe du cantonnement de la responsabilité pour soutien abusif.....239

§ 2. Le périmètre du cantonnement.....239

A. Le champ d'application de l'immunité.....239

B. La portée des exceptions prévues par l'article L. 650-1 du Code de commerce 240

1. L'identification des exceptions au principe..... 240

2. Des exceptions insuffisantes à fonder l'action en responsabilité pour soutien abusif..... 240

Chapitre 2. Le risque de déstructuration de l'actif : l'action en revendication..... 242

Section 1. Les conditions de fond et de mise en œuvre de l'action en revendication 242

§ 1. Les conditions de fond 242

A. Les conditions tenant à la qualité de propriétaire revendiquant..... 242

B. Les conditions tenant à la qualité du bien revendiqué243

§ 2. La mise en œuvre de l'action en revendication245

A. La phase amiable.....245

B. La phase judiciaire.....245

Section 2. Les effets de l'action en revendication.....247

Thème 13

Les issues des procédures – Les plans

Chapitre 1. Le plan de continuation	251
Section 1. La préparation du plan de continuation	251
§ 1. Le bilan économique, social et, le cas échéant, environnemental	251
§ 2. Le projet de plan	254
A. L'initiative	254
B. Le contenu	255
1. Le volet économique	255
2. Le volet financier	256
3. Le volet social	265
4. Le volet environnemental	266
Section 2. L'adoption du plan de continuation	267
1. L'arrêté du plan	267
2. Les effets du plan	269
3. Les voies de recours	271
Section 3. La mise en œuvre du plan de continuation	272
1. L'exécution	272
2. L'inexécution	276
Chapitre 2. Le plan de cession	279
Section 1. La préparation du plan de cession	281
Section 2. L'adoption du plan de cession	283
Section 3. Les effets du plan de cession	286

Thème 14

La procédure de liquidation judiciaire et le rétablissement professionnel

Chapitre 1. La liquidation judiciaire	291
Section 1. Les traits généraux de la procédure de liquidation judiciaire	291
§ 1. Les différentes déclinaisons de la liquidation judiciaire	291
A. Première déclinaison : le moment	291
B. Deuxième déclinaison : la durée	293
C. Troisième déclinaison : le maintien de l'activité	293
D. Quatrième déclinaison : la technique	293
§ 2. La liquidation judiciaire simplifiée	294
A. Les conditions d'ouverture	294
B. Les effets	295

Section 2. Le déroulement de la liquidation judiciaire	297
Sous-section 1. Les conditions et les effets de l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire	297
§ 1. Les conditions d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire	297
A. Les personnes visées par la liquidation judiciaire	297
B. Les titulaires de la saisine en liquidation judiciaire	297
1. Le débiteur	297
2. Un créancier	298
3. Le ministère public	298
4. La fin de l'autosaisine du tribunal	298
§ 2. Les effets de l'ouverture de la procédure	300
A. La désignation des organes de la procédure	300
B. Les effets de l'ouverture de la liquidation judiciaire sur l'entreprise	302
1. L'arrêt ou le maintien de l'activité et ses conséquences	302
2. Le dessaisissement du débiteur	302
C. Les effets de l'ouverture sur la situation des créanciers	305
Sous-section 2. Le déroulement et la clôture de la procédure	307
§ 1. Le déroulement de la procédure	307
A. La mission du liquidateur	307
B. La réalisation des actifs isolés du débiteur	309
1. Les ventes d'immeubles	309
2. Les ventes de meubles	310
§ 2. Le règlement des créanciers à l'issue des opérations de réalisation d'actif	311
A. Le paiement à l'échéance	311
B. Le paiement par ordre	311
§ 3. La clôture de la procédure de liquidation judiciaire	313
A. Le jugement de clôture de la procédure et ses principaux effets	313
B. L'absence de reprise des poursuites individuelles	313
C. La réouverture de la procédure	314
Chapitre 2. Le rétablissement professionnel	316
§ 1. Les conditions de l'ouverture d'un rétablissement professionnel	316
A. Les conditions procédurales	316
B. Les conditions de fond	317
1. Un débiteur éligible à une procédure de liquidation judiciaire	317
2. Les conditions spécifiques au rétablissement professionnel	319

§ 2. Le déroulement de la procédure de rétablissement professionnel	321
A. La nomination d'un juge commis et d'un mandataire judiciaire	321
B. L'absence de suspension générale des poursuites	321
§ 3. Les effets du rétablissement professionnel	321
A. L'effacement des dettes : un périmètre limité	321
B. Les conditions du retour à la liquidation judiciaire	322

Thème 15

Le sort des garants

Chapitre 1. Le sort des garants dans les procédures amiables	327
Section 1. Le garant face à un mandat <i>ad hoc</i>	327
Section 2. Le garant face à une procédure de conciliation	327
Section 3. Le garant face à une procédure de règlement amiable agricole	328
Chapitre 2. Le sort des garants dans les procédures judiciaires	329
Section 1. Le garant pendant la période d'observation	329
§ 1. Le sort du garant jusqu'au 1 ^{er} octobre 2021	329
§ 2. Le sort du garant à compter du 1 ^{er} octobre 2021	330
Section 2. Le garant pendant l'exécution du plan	330
§ 1. Le sort du garant jusqu'au 1 ^{er} octobre 2021	331
§ 2. Le sort du garant à compter du 1 ^{er} octobre 2021	332

Thème 16

Le sort des salariés dans les procédures collectives de traitement des difficultés

Chapitre 1. Le sort du contrat de travail	335
§ 1. Le sort du contrat de travail en sauvegarde ou en redressement	335
A. Le principe du maintien du contrat de travail à l'ouverture de la procédure	335
B. Les modalités de la rupture du contrat de travail	335
§ 2. Le sort du contrat de travail en liquidation judiciaire	336
§ 3. Le sort du contrat de travail dans les plans	336
Chapitre 2. Le sort particulier de la créance salariale	338
§ 1. La dispense de déclaration des créances et l'établissement des relevés	338

§ 2. Les privilèges des salariés	340
§ 3. L'intervention de l'AGS.....	340
A. Une garantie subsidiaire en sauvegarde	341
B. La mise en œuvre de la garantie	341
1. Les créances qui font l'objet de la garantie	341
2. Les avances.....	345

Chapitre 3. La consultation du CSE 346

Thème 17

Les sanctions

Chapitre 1. L'action en responsabilité pour insuffisance d'actif, sanction civile patrimoniale..... 349

Section 1. Les traits généraux du dispositif 349

§ 1. Le domaine de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif.....349

§ 2. Les personnes visées par l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif.....349

§ 3. Les titulaires du droit d'agir et la prescription de l'action.....349

 A. Les titulaires de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif.....349

 B. La prescription de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif.....349

§ 4. Le caractère exclusif de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif.....350

Section 2. Les conditions de mise en jeu de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif et ses effets..... 351

§ 1. Les conditions de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif.....351

 A. Une faute de gestion.....351

 B. Une insuffisance d'actif.....351

 C. Un lien de causalité.....351

§ 2. Les effets de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif.....352

Chapitre 2. Les sanctions civiles professionnelles 353

Section 1. Les traits communs aux sanctions civiles professionnelles (art. L. 653-1 à L. 653-11 C. com.) 353

§ 1. Le domaine des sanctions.....353

 A. Le domaine quant aux personnes.....353

 B. Le domaine quant aux étapes de la procédure.....353

§ 2. Les titulaires du droit d'agir et la prescription de l'action.....	353
§ 3. La durée et le cumul des sanctions	353
Section 2. Les cas de faillite personnelle et d'interdiction de gérer et leurs effets	354
§ 1. Les cas de faillite personnelle ou interdiction de gérer	354
A. Les cas relevant du comportement d'un chef d'entreprise.....	355
B. Les cas relevant du comportement d'un dirigeant de droit ou de fait d'une personne morale	356
C. Le prononcé de l'interdiction de gérer à titre exclusif.....	356
§ 2. Les effets de la faillite personnelle ou de l'interdiction de gérer.....	358
A. Les effets communs aux deux sanctions.....	358
1. L'éviction professionnelle du débiteur	358
2. Les autres effets	358
B. Les effets propres à la faillite personnelle.....	358
C. Les possibilités de relèvement	358

Chapitre 3. Les sanctions pénales : la banqueroute et les autres infractions..... 360

Section 1. La banqueroute.....	360
§ 1. Les personnes susceptibles d'être poursuivies	360
§ 2. Les comportements incriminés.....	360
§ 3. Les titulaires du droit d'agir et les sanctions	361
A. Les titulaires du droit d'agir	361
B. Les sanctions	361
Section 2. Les autres infractions	363
§ 1. La violation des interdictions ou autorisations.....	363
§ 2. L'organisation de l'insolvabilité.....	363
§ 3. La violation d'une sanction civile professionnelle	363
§ 4. Les infractions commises par un créancier.....	364

Thème 18

Les entreprises en difficulté et la protection de l'environnement

Chapitre 1. La protection de l'environnement à l'ouverture de la procédure collective367

Section 1. Les obligations de déclarations et d'analyse liées à l'ouverture de la procédure.....	367
§ 1. Les obligations du débiteur	367
§ 2. Les obligations des organes de la procédure.....	367

Section 2. La recevabilité des mesures prises par le préfet à l'ouverture de la procédure collective.....	367
--	------------

Chapitre 2. Les conséquences environnementales de la cessation d'activité.....	369
---	------------

Section 1. L'identification du débiteur des obligations environnementales.....	370
---	------------

§ 1. Incidence des procédures à l'origine de la cessation d'activité	370
A. En liquidation judiciaire	370
B. En période d'observation ou dans le plan de sauvegarde ou de redressement	372
§ 2. La notification au préfet de la cessation d'activité.....	372
A. L'obligation d'information	372
B. Le délai de déclaration	372
C. La sanction du défaut de déclaration	372

Section 2. L'identification du contenu des obligations environnementales.....	374
--	------------

Sous-section 1. Les mesures de mise en sécurité du site	374
§ 1. Les modalités de la mise en sécurité du site	374
A. Les mesures classiques de mise en sécurité du site.....	374
B. Les mesures d'urgence au sein des mesures de mises en sécurité.....	374
§ 2. L'insuffisance des mesures de mise en sécurité.....	375
Sous-section 2. Les mesures de remise en état.....	377
§ 1. Les mesures de réhabilitation au titre de la législation ICPE	377
A. Les modalités de la remise en état.....	377
B. L'étendue dans le temps de l'obligation de remise en état	378
§ 2. Les mesures imposées à l'exploitant au titre de la législation des déchets	378
§ 3. Les mesures imposées à l'exploitant au titre des sites et sols pollués.....	378

Section 3. Le financement de la remise en état	380
---	------------

Sous-section 1. Le transfert de l'obligation de remise en état.....	380
§ 1. Le changement d'usage.....	380
§ 2. Le transfert du financement sur la société-mère : une action spécifique en responsabilité	382
Sous-section 2. Le sort des créances de remise en état	383
§ 1. Les créances environnementales	383
§ 2. Les garanties financières.....	385

Les faillites internationales

Chapitre 1. Les règles conflictuelles	391
Section 1. L'applicabilité du Règlement insolvabilité	391
Section 2. L'application du Règlement insolvabilité.....	393
Chapitre 2. Les règles matérielles.....	396